

CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE

DÉPARTEMENT DE VENDÉE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE

CAHIER DES CHARGES LOT N° 1 - DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions Générales, Conventions Spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'Assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE 7 rue de l'Ermitage 85540 MOUTIERS-LES-MAUXFAITS
ASSURÉ	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra
DATE ET HEURE D'EFFET	01 janvier 2025 à 0h00
ÉCHÉANCE ANNUELLE	01/01
FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT	annuel
DURÉE ET PREAVIS	4 ans - Terme du marché : 31/12/2028 à minuit avec possibilité de résiliation à chaque échéance principale moyennant préavis de 6 mois pour chacune des parties.
INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ	Indice FFB (Fédération Française du Bâtiment)

Sous le contrôle de l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

CHAPITRE 3 : L'ÉTENDUE DES GARANTIES

CHAPITRE 4 : LA GARANTIE DÉFENSE RECOURS

CHAPITRE 5 : LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

CHAPITRE 2 : LES DÉCLARATIONS, LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

CHAPITRE 3 : LES MONTANTS GARANTIS, LES FRANCHISES

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 5 : LES ANTÉCÉDENTS

ANNEXES

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré, pour les dommages pouvant atteindre son patrimoine immobilier et/ou mobilier, en sa qualité de propriétaire ou en ayant la charge d'assurance.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET – DURÉE - RÉSILIATION

Se référer à la page 1 du présent document.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents constitutifs du marché contractuels sont énumérés ci-dessous **par ordre de priorité décroissante**, dont seuls les originaux figurant aux archives de l'Assuré (Pouvoir Adjudicateur) font foi :

4.1 – Documents particuliers

1 - L'acte d'engagement (accompagné s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves aux spécifications du cahier des charges) complété par son annexe « engagement de gestion » et son « récépissé de réception du dossier de consultation ».

2 - Le cahier des charges (pour acceptation avec ou sans réserve)

3 - La présentation générale de l'Assuré (éléments d'appréciation des risques)

4 - Toutes autres pièces considérées comme nécessaires par le candidat au jugement de son offre

4.2 – Documents généraux

1 - Le Code des Assurances

2 - Le Code de la Commande Publique

ARTICLE 5 – MODIFICATION DU CONTRAT

Le présent contrat ne peut être modifié que par avenant signé par chacune des parties contractantes, sous réserve du respect des dispositions édictées par les articles L2194-1 et R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 – PRIX - RÉVISION DES COTISATIONS

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises (frais accessoires inclus) en application des dispositions contractuelles suivantes :

6.1 – Garanties de base et variante(s) imposée(s)

- (taux de cotisation/m²) x surface développée totale des bâtiments assurés

6.2 – Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (le cas échéant)

- taux de cotisation x montant des capitaux à garantir ou prime forfaitaire

6.3 – Révision des cotisations

Les cotisations évolueront une fois par année d'assurance à chaque date d'échéance principale du contrat, proportionnellement :

↳ **Garanties de base et/ou variante(s) imposée(s)** : à la variation de la surface développée totale des bâtiments assurés et de l'évolution de l'indice F.F.B. (Fédération Française du Bâtiment) lors de l'année écoulée selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = taux de souscription/m² x (indice FFB N / indice FFB N-1) x surface développée totale des bâtiments assurés

↳ **Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)** : à la variation des capitaux assurés et de l'évolution de l'indice F.F.B. (Fédération Française du Bâtiment) lors de l'année écoulée selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = taux de souscription x [capitaux assurés x (indice FFB N / indice FFB N-1)]

► Etant précisé que les indices FFB N et N-1 de référence sont les indices en vigueur au 1^{er} Juillet de l'année N-1.

Dans l'hypothèse où l'augmentation de cotisation est supérieure aux dispositions contractuelles de révision ainsi définies, l'Assuré a la possibilité de dénoncer le contrat dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de son appel de cotisation. La résiliation prend alors effet 120 jours après sa demande, la date d'envoi faisant foi (la résiliation doit être adressée à l'Assureur par lettre recommandée avec avis de réception).

L'Assuré doit alors payer la portion de cotisation calculée à l'ancien tarif, au prorata de la période pendant laquelle les risques ont continué à être garantis.

ARTICLE 7 – INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

La limitation contractuelle d'indemnité est fixe.

Les montants de garanties et des franchises évolueront proportionnellement à la variation de l'indice F.F.B. (Fédération Française du Bâtiment) N et N-1 en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Assuré est le mandat administratif.

Modalités essentielles de financement : le présent marché sera financé par les ressources propres du budget de la collectivité.

Les paiements des cotisations afférentes au présent marché seront régularisés dans les formes et délais prescrits par les règlements administratifs en vigueur.

À défaut et en application du **décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018**, le titulaire du marché pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires.

Pour le calcul des intérêts moratoires, il est fait application du taux directeur (en vigueur au 1^{er} jour du semestre en cours) de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage et majoré de 40 euros pour frais de recouvrement.

L'Assureur renonce toutefois à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses.

ARTICLE 9 – COASSURANCE

Les offres sous forme de coassurance sont admises.

ARTICLE 10 – DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur tout sinistre dans les délais suivants :

- en cas de vol : 5 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance
- en cas de catastrophes naturelles : 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophes naturelles
- dans tous les autres cas : 10 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance

Tout retard dans la déclaration de sinistre ou dans la transmission des pièces ne pourra impliquer qu'une réduction de l'indemnité à laquelle l'Assuré peut prétendre et dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'Assureur en raison de ce retard. L'Assuré est dispensé de déclarer à l'Assureur les sinistres dont il ne réclame pas l'indemnisation.

Dans tous les cas, il appartiendra à l'Assuré :

- ↳ de prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour limiter l'importance des dommages et sauvegarder les biens garantis,
- ↳ d'informer l'Assureur lors de la déclaration de sinistre, où en cas d'impossibilité lors d'une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais : la date et les circonstances du sinistre, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- ↳ transmettre à l'Assureur dans un délai de 30 jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif et détaillé, certifié sincère et signé par l'Assuré, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- ↳ communiquer, sur simple demande de l'Assureur et dans les plus brefs délais, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- ↳ transmettre à l'Assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à elle-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager sa responsabilité.

L'Assureur s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour instruire les dossiers de sinistre et pour transmettre le règlement des indemnités dues à l'Assuré, dans les meilleurs délais, en application des dispositions de l'annexe « ENGAGEMENTS DE GESTION » associée à l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 – DÉLAI DE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des indemnités est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de l'accord des parties. Ce délai ne court, en cas d'opposition de paiement, que du jour de la mainlevée.

À défaut du respect par l'Assureur du délai de paiement des indemnités mentionné ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'Assuré à compter du 31^{ème} jour. Les indemnités de retard seront calculées selon le principe du calcul des intérêts moratoires mentionnées dans le règlement de consultation.

ARTICLE 12 – LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'Assuré et le titulaire, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'Assuré, soit par le titulaire.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations relatives à l'Assuré et auxquelles il aurait accès.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

Archives et documents

Pièces, dossiers, registres et papiers de toutes natures, dont l'Assuré est propriétaire ou détenteur et qui sont situés dans un bâtiment désigné à l'état d'inventaire du patrimoine immobilier de l'Assuré.

Biens mobiliers

Tous les biens autres que ceux définis à la rubrique "biens immobiliers", et appartenant, utilisés, ou détenus par l'Assuré et situés à l'intérieur des bâtiments assurés.

Il s'agit des biens meubles, meubles meublants, marchandises, appareils et matériels de toute nature, engins non immatriculés non soumis à obligation d'assurance, machines, approvisionnement, etc., sans que cette liste soit limitative.

Biens immobiliers

L'ensemble des bâtiments, constructions et de leurs embellissements, appartenant ou occupés par l'Assuré et désignés à l'état des bâtiments annexé au contrat.

Sont réputés biens immobiliers : les panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques intégrés et/ou surimposés en toiture, les dépendances, annexes et abris contigus, les aménagements, équipements, installations intérieures ou extérieures, les murs d'enceinte clôtures et leurs équipements attenants à un bâtiment assuré.

Enzootie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales dans une région donnée.

Épidémie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes dans une région donnée.

Épizootie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales sans limitation géographique.

Mobiliers urbains et édifices ruraux – Biens extérieurs

Biens et monuments de toutes natures appartenant à l'Assuré installés à l'extérieur des bâtiments désignés au présent contrat, fixés au sol ou attaché à un bien fixé au sol qui ne peuvent être retirés sans être endommagés ou sans détériorer la partie d'un bien fixé au sol à laquelle ils sont attachés. (mobiliers de plein air, équipements d'éclairage public, de signalisation, de jeux, bornes, radars fixes, croix, statues..)

Objets précieux – Objets de valeurs

Les bijoux, pierres précieuses et perles fines

Les pièces, lingots, objets en métal précieux massif (or, argent, platine, vermeil)

Les fourrures, tapis, tableaux, livres, statues, tapisseries, meubles d'époque ou signés, objets rares, d'une valeur unitaire supérieure à 2,5 fois l'indice

Les collections, c'est-à-dire la réunion de plusieurs objets de même nature ayant un rapport entre eux et d'une valeur globale égale ou supérieure à 9 fois l'indice.

La garantie ne s'étend pas à la dépréciation d'une série complète par suite de la disparition ou de la destruction d'un de ses éléments.

Ne sont pas considérés comme biens assurés, les espèces monnayées, les titres de toute nature, les billets de banque.

Ouvrages d'art et de Génie civil

La garantie porte sur les ouvrages d'art et de génie civil définis ci-après (sauf dérogation aux conditions particulières) :

Ouvrages d'art :

Ponts et passerelles en dur

Aqueducs - Viaducs

Passages couverts

Tunnels et passages routiers ou ferroviaires

Châteaux et réservoirs d'eau

Sont exclus : **les barrages, les digues, les structures de téléphériques, des télésièges et des remonte-pentes.**

Génie civil :

Bassins des piscines et revêtement extérieurs en périphérie

Postes de transformation électrique et de réseau câblé

Stations et usines de pompage, d'épuration ou de forage

Bassins d'épuration, de rétention et de lagunage

Retenues d'eau et bassins tampons, bassins d'orage

Surpresseurs et postes de relevage

Tennis découverts

Cuves enterrées de carburant et les volucompteurs

Sont exclus : **les centrales énergétiques, les ouvrages d'installations minières, les plates-formes en mer, les couches d'usure du réseau routier et autoroutier, les VRD non privatives, les glissières ou barrières de sécurité, les pistes d'aéroports et d'aérodromes, les installations portuaires et/ou maritimes.**

Les biens peuvent être désignés ou non sur l'état des biens assurés annexé au présent document. La garantie comprend le vol des équipements de sécurité (barrières, garde fous, échelles, etc...) intégrés aux ouvrages de génie civil à l'intérieur de l'enclos de cet équipement. Lorsque ces ouvrages comportent une partie de bâtiment, ils sont assurés au titre de la garantie de base sur les bâtiments.

Pandémie

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes sur un vaste territoire et qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et/ou par les autorités publiques compétentes du pays où se produit le sinistre.

Valeur à neuf

Les biens immobiliers, mobiliers et matériels garantis seront estimés en valeur de reconstruction ou de remplacement à neuf au jour du sinistre sans toutefois pouvoir dépasser la valeur réelle majorée du tiers de la valeur de reconstruction ou de remplacement.

Ce complément d'indemnité ne sera dû que sur justification du remplacement ou de la reconstruction des biens, sauf cas de force majeure ou nécessité du Service Public, dans un délai de 2 ans à compter du sinistre.

Les bâtiments doivent être reconstruits au lieu du sinistre ou dans le périmètre de l'agglomération des biens sinistrés, sans modification à leur destination initiale (sauf si la modification apportée est effectuée en accord avec l'Assureur).

La valeur à neuf n'est pas applicable sur :

- **Le linge, les effets d'habillement, les bijoux, pierreries, perles fines, métaux précieux, tableaux, collections, les marchandises de toute nature, les matériels et objets démodés ou pratiquement irremplaçables,**
- **Les supports d'information (modèles, moules, dessins, archives, clichés, microfilms, fichiers, programmes et tous supports informatiques),**
- **Les appareils, machines, moteurs électriques et électroniques et leurs accessoires ainsi que sur les canalisations électriques,**
- **Le mobilier contenu dans les caves, garages, sous-sol et grenier.**

CHAPITRE 3 : LES GARANTIES

INCENDIE – EXPLOSIONS – RISQUES ANNEXES

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés et résultant des évènements suivants :

- L'incendie ou le commencement d'incendie
- Les explosions et implosions de toute nature
- Les dégagements accidentels de fumées quelle qu'en soit la cause
- La chute directe de la foudre
- Le choc ou la chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne, d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci
- Le choc d'un véhicule terrestre appartenant à un tiers identifié
- Le franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne
- Les coups d'eau des appareils à vapeur

Exclusions :

- **Les dommages subis par les appareils, machines, moteurs électriques ou électroniques et leurs accessoires ainsi que les canalisations électriques, à moins qu'ils ne soient causés par l'incendie ou l'explosion d'un objet voisin (les risques électriques purs sont couverts par les dispositions ci-après).**
- **Le vol des biens assurés pendant un incendie**
- **Les dommages causés par les brûlures de cigarettes, cigares ou pipes**

DOMMAGES ÉLECTRIQUES

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les installations et les canalisations électriques ou électroniques, les machines, les transformateurs et appareils électriques et/ou électroniques quelconques et leurs accessoires, appartenant à l'Assuré, dus :

- à un incendie ou à une explosion ayant pris naissance à l'intérieur des parties électriques ou électroniques de ces matériels.
- à l'action directe ou indirecte de l'électricité atmosphérique ou canalisée, ou par un dysfonctionnement d'ordre électrique.

Exclusions :

- **Les fusibles, les résistances, les tubes électroniques, et en général les éléments interchangeables nécessitant un remplacement périodique.**
- **Les dommages dus à l'usure, au bris de machines ou à un dysfonctionnement mécanique quelconque.**

ÉVÉNEMENTS NATURELS

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés, occasionnés par :

- Le vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent
- La grêle sur les toitures et les façades
- Le poids ou le glissement de la neige (ou de la glace) accumulée sur les toitures
- Les glissements et affaissements de terrain,
- Le ruissellement des eaux
- Les inondations non reconnues comme catastrophes naturelles.

lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la collectivité du risque sinistré ou dans les collectivités avoisinantes.

En cas de besoin, l'Assureur pourra demander à l'Assuré, à titre de complément de preuve, une attestation de la station de la météorologie nationale la plus proche.

Cette garantie s'étend aux dommages de mouille causés par la pluie, la neige ou la grêle, lorsque cette pluie, cette neige ou cette grêle pénètre à l'intérieur du bâtiment assuré ou renfermant les objets assurés, du fait de sa destruction partielle ou totale par l'action directe de l'un des évènements énumérés ci-dessus, à condition que les dommages de mouille aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment.

Il est convenu que la garantie est étendue :

- aux volets, persiennes, gouttières, chéneaux, stores, enseignes, panneaux publicitaires, antennes de radio et de télévision, fils aériens et à leurs supports, à condition que la détérioration soit accompagnée d'une détérioration totale ou partielle du bâtiment sur lequel ils sont installés.
- aux préaux des écoles, tribunes et bâtiments non entièrement clos, construits en dur.
- aux bâtiments couverts en matériaux légers (y compris toile, bâche, chapiteaux, bulles, etc.) lorsque ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles ont été conçues et réalisées par une entreprise qualifiée.

Exclusions :

- Les parois vitrées du mobilier urbain (abribus), des vitres de vérandas ou marquises, des panneaux et capteurs solaires. Ces éléments sont assurés au titre de la garantie bris des glaces.

Il est précisé que pour les abribus, vérandas, marquises, lorsque leurs structures scellées, encadrements et/ou éléments de charpente sont également endommagés lors du même événement, la garantie événements naturels s'applique.

La garantie est étendue aux dommages de mouille sur les bâtiments clos et couverts survenus dans les 72 heures de l'événement. L'assuré doit prendre des mesures afin de limiter les dommages (bâchage de la toiture par exemple).

CATASTROPHES NATURELLES

Événements assurés :

Par application de la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 (JO du 14 juillet 1982) codifiée par l'article 1 du décret n° 85-863 du 2 août 1985 (JO du 15 août 1985) et des articles L 125-1 et suivants du Code des Assurances, la présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation des dommages matériels directs non assurables subis par les biens assurés résultant des effets des catastrophes naturelles, dont ceux des affaissements de terrains dus à des cavités souterraines et à des marnières.

Il s'agit de garantir les biens assurés contre les effets de l'intensité anormale d'un agent naturel, ou également, pour les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols, des effets de la succession anormale d'événements de sécheresse d'ampleur significative.

Mise en jeu de la garantie :

La garantie est mise en jeu après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci.

Étendue de la garantie :

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens garantis, à concurrence des limites et conditions prévues par le contrat.

Franchise :

Le montant de la franchise est fixé par arrêté interministériel. La franchise s'entend par événement.

DÉGÂTS DES EAUX ET DES FLUIDES

Événements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés causés par les fluides de toute nature et résultant des événements suivants :

- Les fuites, ruptures ou débordements provenant des conduites d'adduction, de distribution ou d'évacuation de tous appareils à effet d'eau ou réservoir, des installations de chauffage central et plus généralement de tous les équipements.
- L'engorgement ou le refoulement accidentel, ou la rupture des chéneaux, des gouttières, des canalisations d'eaux ou de conduites d'eaux usées ou des égouts. (sauf vice de conception)
- Les infiltrations des eaux quelle qu'en soit la cause ou l'origine, à travers les toitures, terrasses, balcons, murs et parois des bâtiments, (sauf les cas de défaut d'entretien), au travers des carrelages et joints d'étanchéité des installations sanitaires.
- Le gel de toutes conduites, appareils à effet d'eau et installations hydrauliques situés à l'intérieur des biens sinistrés.
- Le dérèglement ou fuites des installations d'extincteurs automatiques.

Par extension sont garantis :

Le remboursement des frais de recherches des fuites et engorgements, ainsi que les frais de remise en état consécutifs à ces opérations.

Exclusions :

Les dommages dus à l'humidité et/ou à la condensation, sauf s'ils sont la conséquence d'un dommage garanti.

Les dommages résultant d'un manque d'entretien, de la vétusté, de la rouille ou de la corrosion dus à l'usure ou à l'action normale de l'eau, de l'usure signalée ou connue des conduites, des tuyaux ou des appareils, si l'Assuré n'a pas effectué les réparations nécessaires dans un délai de 20 jours après en avoir eu connaissance (sauf cas de force majeure).

BRIS DE GLACES ET BRIS DE VITRAUX

Événements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels résultant du bris accidentel de tout produit verrier ou similaire, ainsi que tous matériaux remplissant les mêmes fonctions, les vitraux, les enseignes lumineuses, les vitrages des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques, les marbres (sauf ceux utilisés en revêtement de sol), faisant partie des biens immobiliers et mobiliers assurés.

La garantie est accordée à concurrence des dommages, à l'exception des dommages occasionnés aux vitraux qui seront indemnisés par l'Assureur, dans la limite du montant indiqué aux Conditions Particulières.

Par extension sont garantis :

- Les frais de dépose, de pose, de transport et les frais supplémentaires annexes.
- Les inscriptions, décorations, gravures, lorsqu'elles sont détruites à la suite du bris du produit verrier sur lequel elles figurent.
- Les frais de clôture et de gardiennage provisoire.

Exclusions :

Les dommages survenus au cours de travaux (autres que ceux de simple nettoyage) effectués sur les objets assurés, sur leur encadrement ou leur agencement.

Les rayures, ébréchures ou écailllements, la détérioration des argentures ou des peintures, autrement que par suite de bris du produit verrier.

VOL – VANDALISME DANS LES LOCAUX – DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES

Événements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels résultant de la disparition, de la détérioration ou de la destruction des bâtiments ou constructions assurés et ou de leur contenu, consécutive à un vol ou une tentative de vol ou un acte de vandalisme, commis dans les circonstances suivantes :

- par effraction, escalade ou usage de fausses clés.
- sans effraction s'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les locaux.
- par l'usage des propres clés de l'Assuré, si celles-ci ont été volées, sous réserve que l'Assuré ait déposé plainte auprès des autorités de Police dès la connaissance du vol des clés et qu'il ait pris, dans les 48 heures du dépôt de plainte, toutes mesures pour éviter l'utilisation des clés volées.
- avec menaces ou violence sur les personnes.
- par les édiles, préposés, salariés ou toute autre personne placée sous l'autorité ou le contrôle de l'Assuré à la condition toutefois que le vol ou la tentative de vol ou l'acte de vandalisme soit commis en dehors des heures de travail ou de service et sous réserve que le coupable fasse l'objet d'une plainte non retirée sans l'accord de l'Assureur.

La présente garantie est accordée à concurrence des dommages et est étendue :

- aux conséquences pécuniaires résultant du vol des clés dans les locaux occupés par l'Assuré, y compris le remplacement des serrures correspondantes.
- au vol des espèces, fonds, chèques et valeurs placés dans les meubles ou tiroir-caisse fermés à clé, en chambre forte ou coffre-fort ,
- au vol des espèces, fonds, chèques et valeurs avec violence sur la personne chargée de leur transport.
- aux dommages causés aux installations d'alarme et aux coffres forts.

Exclusions :

Les vols, tentatives de vol et actes de vandalisme :

commis par les préposés de l'Assuré à moins qu'ils ne soient commis en dehors des heures de travail ou de service et exclusivement avec effraction ou violence,

commis avec la complicité de l'Assuré ou des membres de sa famille,

commis dans un bâtiment squatté, en cours de construction ou voué à la démolition.

Les vols ou les actes de vandalisme résultant d'une négligence telle que clés laissées sur la porte ou absence de changement de serrures en cas de perte ou de vol de clés.

Les objets de valeur laissés dans les caves, sous-sols, dépendances et greniers.

Les vols ou les actes de vandalisme commis en cas d'absence lorsque les moyens de protection et tous les moyens de fermeture n'ont pas été utilisés.

Les tags et graffitis à l'extérieur des biens immobiliers assurés.

Les timbres fiscaux, titres de toute nature, collection de timbres.

Le vol des fonds lorsque le transport est effectué par une personne ayant la qualité de régisseur de recette.

VANDALISME EXTÉRIEUR

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels consécutifs au vol et/ou à la destruction totale ou partielle de tous biens mobiliers, abris, équipements, matériels, aménagements, structures légères (tentes, barnums, chapiteaux) situés à l'extérieur des bâtiments assurés. Cette garantie est acquise en l'absence de tiers identifié et sous réserve d'un dépôt de plainte par l'Assuré.

ÉMEUTES – MOUVEMENTS POPULAIRES

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires ou sabotage. Cette garantie est acquise en l'absence de tiers identifié et sous réserve d'un dépôt de plainte par l'Assuré.

Exclusions :

Le vol des biens et les autres événements couverts au titre des autres garanties.

ATTENTATS ET ACTES DE TERRORISME

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les biens assurés au titre de la garantie incendie et risques annexes, ainsi que la prise en charge des frais de décontamination causés à l'occasion de mouvements populaires, d'acte de terrorisme ou de sabotage et d'attentats (article L126.2 du Code des Assurances). La garantie est étendue aux dommages de casse.

L'assuré victime de bris ou détériorations causés par un attentat doit déclarer le sinistre aux autorités compétentes dans un délai de 48 heures après en avoir eu connaissance.

Exclusions :

Les dommages qui, dans leur origine, résultent directement ou indirectement d'une guerre étrangère ou d'une guerre civile.

FRAIS ANNEXES ET CONSÉCUTIFS

PERTE DES LOYERS – PERTE D'USAGE

Perte des loyers

L'Assureur garantit le remboursement du montant des loyers auxquels l'Assuré propriétaire peut prétendre et dont il peut se trouver privé à la suite d'un sinistre garanti affectant les biens sinistrés.

Cette garantie ne s'applique pas aux locaux vacants au moment du sinistre, ni au défaut de location ou d'occupation après achèvement des travaux de remise en état.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés, dans la limite de 24 mois à compter du jour du sinistre.

Perte d'usage

L'Assureur garantit le remboursement du montant de la perte de la valeur locative, résultant de l'impossibilité pour l'Assuré d'utiliser temporairement tout ou partie de ses locaux, lorsque cette impossibilité résulte d'un sinistre garanti.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés, dans la limite de 24 mois à compter du jour du sinistre.

FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT – RELOGEMENT - RÉINSTALLATION

L'Assureur garantit les frais suivants engagés par l'Assuré à la suite d'un sinistre garanti :

- Les frais de garde meubles (transport compris), de déplacement et de réinstallation des biens.
- Le loyer ou l'indemnité d'occupation occasionné à l'Assuré pour se réinstaller temporairement dans des locaux dans des conditions identiques, déduction faite du loyer ou de l'indemnité d'occupation payé antérieurement au sinistre par l'Assuré locataire ou bien de la valeur locative des locaux occupés par l'Assuré propriétaire.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés, dans la limite de 24 mois à compter du jour du sinistre.

FRAIS DE DÉMOLITION ET DE DÉBLAIS

L'Assureur garantit le remboursement des frais justifiés de démolition des bâtiments et de déblais des décombres, à la suite d'un sinistre garanti.

L'Assureur garantit le remboursement des frais justifiés de démolition et de déblais, en cas de destruction préventive ordonnée par les Pouvoirs Publics suite à un sinistre garanti.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés.

FRAIS DE DÉPOLLUTION ET DE DÉCONTAMINATION

L'Assureur garantit le remboursement des frais justifiés de dépollution et de décontamination, en cas de destruction préventive ordonnée par les Pouvoirs Publics suite à un sinistre garanti.

L'Assureur garantit également le remboursement des frais de décontamination, de toute substance toxique, y compris l'amiante, résultant d'un sinistre garanti.

Ces garanties sont accordées à concurrence du montant indiqué au tableau de montants de garantie.

FRAIS DE MISE EN CONFORMITÉ

L'Assureur garantit le remboursement des frais justifiés engagés par l'Assuré et nécessités par une mise en état des locaux en conformité avec la législation et la réglementation en matière de construction, en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble endommagé à la suite d'un sinistre garanti.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés, dans la limite de 10% de l'indemnité versée au titre des dommages directs immobiliers et mobiliers.

COTISATION DOMMAGES OUVRAGE

L'Assureur garantit le remboursement de la cotisation d'assurance " dommages-ouvrage " en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble sinistré.

Cette garantie est accordée à concurrence du montant de la cotisation payée.

HONORAIRES DE BUREAUX D'ÉTUDES ET D'ARCHITECTE

L'Assureur garantit le remboursement des honoraires de bureaux d'études, d'architecte, de décorateurs, de contrôle technique et d'ingénierie, de coordonnateur santé sécurité, dont l'intervention serait nécessaire, à dire d'expert, à la reconstruction ou à la réparation des biens sinistrés.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés dans la limite de 10 % de l'indemnité versée par l'Assureur au titre des dommages directs immobiliers et mobiliers.

PERTES FINANCIÈRES SUR AMÉNAGEMENTS

L'Assureur garantit la perte financière résultant, pour l'Assuré en qualité de locataire ou d'occupant, des frais qu'il a engagés pour réaliser des aménagements immobiliers ou mobiliers et qui sont devenus la propriété du bailleur dès lors que par le fait d'un sinistre garanti :

- Il y a résiliation de plein droit du bail ou cessation de l'occupation des locaux.
- Ou, en cas de continuation du bail ou de l'occupation des locaux, il y a refus du bailleur de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés, dans la limite de 10% de l'indemnité versée au titre des dommages directs immobiliers et mobiliers.

FRAIS DE CLÔTURE ET DE GARDIENNAGE

L'Assureur garantit le remboursement des frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage, engagés par l'Assuré et rendus nécessaires à la suite d'un sinistre garanti.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés dans la limite de 2 ans à compter du sinistre.

HONORAIRES D'EXPERT D'ASSURÉ

L'Assureur garantit le remboursement des honoraires de l'expert choisi et nommé par l'Assuré lors d'un sinistre garanti sur la base du barème suivant :

Domages remboursables prévus	Frais d'expertise
24 336,00 €	9%
48 671,00 €	8%
97 342,00 €	7%
202 795,00 €	6%
405 591,00 €	4,50%
811 181,00 €	3,50 %
2 027 953,00 €	2,50 %
4 055 906, 00 €	1,75 %
8 111 813,00 €	1,05%

Les montants figurants dans le tableau ci-dessus évolueront proportionnellement à la variation de l'indice R.I. (Risques Industriels) au jour du sinistre.

PERTES INDIRECTES

L'Assureur garantit l'indemnisation des pertes indirectes ou des frais pouvant rester à la charge de l'Assuré.

Cette garantie est accordée sur justificatifs à concurrence de 10 % de l'indemnité versée par l'Assureur au titre des dommages directs immobiliers et mobiliers.

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION – PERTES DE RECETTES

L'Assureur garantit l'indemnisation :

↳ **des frais supplémentaires** engagés à la suite de dommages garantis, après accord préalable de l'Assureur, pour permettre à l'Assuré la continuité du fonctionnement de l'activité sinistrée.

↳ **des pertes de recettes** : si malgré l'engagement des frais supplémentaires l'Assuré perd de l'argent du fait de l'arrêt ou du fonctionnement partiel du service public sinistré, l'Assureur l'indemniserà à concurrence des capitaux garantis, déduction faite de l'indemnité déjà versée au titre des frais supplémentaires.

Exclusions :

Sont exclus les frais supplémentaires d'exploitation et pertes de recettes consécutifs à une épidémie, une pandémie, une enzootie, une épizootie

RESPONSABILITÉ CIVILE LIÉE À L'OCCUPATION DES BÂTIMENTS

RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ASSURÉ PROPRIÉTAIRE À L'ÉGARD DU LOCATAIRE

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber au propriétaire suite à sinistre incendie ou risques annexes ou dégât des eaux garanti, pour les dommages matériels subis par le locataire ou occupant, à la suite de vice de construction ou de défaut d'entretien des biens immobiliers assurés. La garantie est étendue aux frais de déplacement et de relogement, au trouble de jouissance subi par les colocataires, aux dommages immatériels qui sont la conséquence directe d'un dommage matériel garanti.

RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ASSURÉ LOCATAIRE OU OCCUPANT D'IMMEUBLE À L'ÉGARD DU PROPRIÉTAIRE

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui être opposée en sa qualité de locataire ou d'occupant d'immeuble à l'égard du propriétaire, suite à sinistre incendie ou risques annexes ou dégât des eaux garanti, par application des articles 1240, 1732 à 1735 du code civil.

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES VOISINS ET DES TIERS

L'Assureur garantit l'Assuré, propriétaire, locataire ou gardien contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des voisins et des tiers, par application des articles 1240 à 1242 et 1246 à 1252 du Code Civil ou des règles du droit administratif, pour les dommages matériels subis suite à sinistre incendie ou risques annexes ou dégât des eaux garanti.

TOUS RISQUES INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels accidentels de toutes natures, subis par les biens énumérés ci-après, appartenant, loués ou confiés à l'Assuré pour son usage exclusif :

- le matériel informatique et son environnement (logiciels systèmes et/ou logiciels d'application)
- les supports informatiques d'informations
- les photocopieurs, imprimantes, installations électroniques, installations téléphoniques,

et d'une manière générale, l'ensemble des matériels informatiques et bureautiques.

Sont garantis les dommages (bris, vol, destruction ou perte...) subis par les biens assurés, en état normal d'entretien et de fonctionnement, lorsqu'ils sont en activité (après la réception et/ou les essais de mise en exploitation), au repos ou au chômage, ou à l'occasion des opérations de démontage et de remontage nécessitées par des travaux d'entretien ou de réparations, ou de déplacements y compris à bord d'un véhicule terrestre à moteur.

Il est entendu :

- que la présente garantie s'applique en tous lieux, y compris au domicile des agents dans le cadre des dispositions mises en œuvre pour le télétravail.
- que l'Assureur renonce à tout recours, sauf malveillance avérée, qu'il serait en droit d'exercer au moment du sinistre à l'encontre des utilisateurs des matériels objets de la présente garantie et mis à leur disposition par l'Assuré, à quelque titre que ce soit, sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer la liste.

La garantie est étendue :

- au remboursement des frais qui pourront être engagés en accord avec l'Assureur en cas de location en remplacement du matériel endommagé, dépannage, assistance, frais supplémentaires de fonctionnement, frais de reconstitution d'archives et d'informations.

Sont garantis les frais de reconstitution, dans l'état antérieur au sinistre, des informations portées par les supports et endommagées à la suite d'un dommage matériel garanti.

- à la prise en charge des frais d'études, d'analyse et de programmation nécessaires pour adapter le logiciel au nouvel équipement qui remplacera celui sinistré en cas de sinistre total et si le matériel n'est plus fabriqué ou n'est plus disponible.

- à la prise en charge des frais supplémentaires exposés au-delà des charges normales de l'Assuré et engagés avec l'accord de l'Assureur, pour limiter les conséquences de l'interruption totale ou partielle de fonctionnement des biens informatiques et/ou bureautiques.

Exclusions :

- Les dommages dus à un sabotage immatériel, c'est-à-dire des infections informatiques, ou à un sabotage manuel des données et programmes
- Les dommages dus à l'usure de quelque origine qu'elle soit
- Les dommages aux tubes, têtes de lecture, fusibles et batteries d'accumulateur [sauf s'ils sont détruits lors d'un sinistre faisant l'objet d'une autre garantie (incendie, dégâts des eaux, etc...)]
- Les dommages aux organes des matériels qui en raison de leurs fonctions nécessitent un remplacement fréquent.

Estimation des dommages :

La garantie s'exerce, sous la forme d'un premier risque absolu, pour l'ensemble des matériels informatiques (y compris ordinateurs portables) et/ou bureautiques appartenant, loués ou mis à la disposition de l'Assuré et sous réserve que la date de 1^{ère} mise en service desdits matériels n'excède pas 5 ans.

L'indemnisation est calculée sans abattement pour vétusté pendant 24 mois à compter de l'acquisition neuve desdits matériels ; au-delà, il sera appliqué une dépréciation de 15% par an avec un maximum de 75%.

En cas de sinistre partiel

Tout sinistre autre que le sinistre total, est partiel.

Le montant de l'indemnité due au titre des dommages partiels subis par le matériel assuré, est estimé au coût des frais de réparation nécessaires à sa remise en état, comprenant le coût des pièces de remplacement et fournitures, les frais de transport, les frais de main-d'œuvre, et, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes non récupérables, diminué du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise et s'il y a lieu de la valeur de sauvetage.

En cas de sinistre total

Le sinistre est total lorsque le montant des frais de réparation du bien sinistré est égal ou supérieur à la valeur de remplacement vétusté déduite de ce matériel, au jour du sinistre.

En cas de destruction totale du matériel assuré, l'indemnité due par l'Assureur est égale à la valeur de remplacement à neuf dudit matériel, diminuée du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise et s'il y a lieu de la valeur de sauvetage.

Définitions :

- **Valeur de remplacement à neuf** : la valeur de remplacement à neuf d'un matériel est le prix d'achat catalogue de ce matériel (ou s'il n'est plus fabriqué, le prix d'achat à l'état neuf d'un matériel de capacité ou de rendement identique), majoré des frais d'emballage, de transport, de montage, d'essais et s'il y a lieu, de douane et taxes non récupérables.

- **Valeur de remplacement vétusté déduite** : valeur de remplacement à neuf diminuée du montant de la vétusté (ou dépréciation) à dire d'expert.

- **Frais de réparation** : frais engagés pour la remise en état du matériel sinistré, comprenant :

- ↳ le coût des pièces de remplacement et fournitures,
- ↳ les frais de transport,
- ↳ les frais de main-d'œuvre,
- ↳ les droits de douane et les taxes non récupérables,
- ↳ le coût des réparations provisoires, avec accord de l'Assureur et sous réserve que le coût total des réparations n'en soit pas aggravé,
- ↳ les frais de nettoyage, révision, réglage ou mise au point, rendus nécessaires par le sinistre garanti,
- ↳ les frais de déblaiement et de retraitement.

- **Valeur de sauvetage** : valeur au jour du sinistre des matériels et des pièces encore utilisables sans intervention ni réparation quelconque.

BRIS DE MACHINES

Évènements assurés :

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels accidentels de toutes natures résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle, subis par les biens matériels désignés ou non désignés aux Conditions Particulières, en activité ou en repos, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments assurés, y compris en cours de transport, en état normal d'entretien et de fonctionnement, ainsi que par leurs accessoires.

La garantie est étendue :

- Aux dommages survenus au cours des opérations de démontage, déplacements dans les locaux, remontage, chargement et déchargement, nécessités par des travaux d'entretien ou de réparation.
- Aux dommages subis par les socles et fondations des machines.
- Aux coûts supplémentaires de réparation résultant du transport en grande vitesse, du travail en dehors des heures normales et de déplacements et séjours des monteuses, techniciens, spécialistes et ingénieurs chargés de la réparation.
- Aux dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion, causés aux bâtiments et biens mobiliers assurés, par suite de la projection de pièces, parties de matériel, épandage de fluides, résultant du bris de matériel.

Exclusions :

- **Le bris des pièces, éléments ou outils subissant, par leur fonctionnement et/ou leur nature, une usure nécessitant un remplacement périodique, à moins qu'il ne résulte d'un sinistre ayant également endommagé d'autres parties de la machine assuré,**
 - **Les dommages aux seules pièces viciées résultant de l'usure normale et prévisible quelle qu'en soit l'origine (thermique, mécanique, chimique) ou résultant de l'effet prolongé de l'exploitation notamment : oxydation, corrosion, érosion, incrustations de rouille, encrassement, entartrement, rayures ou égratignures des surfaces peintes ou polies, du maintien ou de la remise en état d'un bien assuré endommagé avant sa réparation définitive ou avant que son fonctionnement régulier soit rétabli,**
 - **Les dommages dus à des défauts qui existaient au moment de la souscription du contrat d'assurance et qui étaient connus de l'Assuré ou s'il s'agit d'une personne morale, de la direction de l'établissement,**
 - **Les dommages atteignant les courroies, câbles, conducteurs d'énergie électrique, chaînes, bandes et flexibles.**
- Toutefois, dans le cas où un tel dommage entraînerait sur la même machine, le bris, la destruction, la perte ou toute autre partie d'éléments voisins en bon état, la garantie resterait acquise en ce qui concerne les dommages atteignant ces éléments ou parties.
- **Les dommages, sauf après accord de l'Assureur, dus à des réparations provisoires ou à des essais effectués sur le matériel en dehors des normes fixées par le constructeur ou survenus aux matériels et équipements en cours de montage avant la signature du procès-verbal de réception provisoire.**
 - **Les dommages entrant dans le cadre des garanties légales ou contractuelles dont l'Assuré pourrait se prévaloir auprès des constructeurs, vendeurs, bailleurs, monteuses. Au cas où ceux-ci refuseraient leur garantie dans un délai de 2 mois, le contrat produirait ses effets dans la limite des capitaux assurés, l'Assureur se réservant après paiement de l'indemnité, le droit d'exercer le recours s'il y a lieu.**
 - **Les dommages dus à une exploitation ou utilisation non conforme aux prescriptions des fabricants, ainsi qu'à l'utilisation, par l'Assuré, de composants non agréés par le constructeur ou à la connexion d'équipements non compatibles.**

Estimation des dommages :

La garantie s'exerce en tous lieux, sous la forme d'un premier risque absolu, pour l'ensemble des matériels appartenant, loués ou mis à la disposition de l'Assuré et sous réserve que la date de 1^{ère} mise en service desdits matériels n'excède pas 10 ans.

En cas de sinistre partiel

Le montant de l'indemnité due au titre des dommages partiels subis par le matériel assuré, est estimé au coût des frais de réparation nécessaire à sa remise en état, comprenant le coût des pièces de remplacement et fournitures, les frais de transport, les frais de main-d'œuvre, et, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes non récupérables, diminué du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise et s'il y a lieu de la valeur de sauvetage.

En cas de sinistre total

En cas de destruction totale du matériel assuré, l'indemnité due par l'Assureur est égale à la valeur de remplacement à neuf dudit matériel, diminué du montant de la vétusté à dire d'expert, de la franchise et s'il y a lieu de la valeur de sauvetage.

Définitions :

- **Sinistre total** : le sinistre est total lorsque le montant des frais de réparation du bien sinistré, est égal ou supérieur à la valeur de remplacement vétusté déduite de ce matériel, au jour du sinistre.

- **Sinistre partiel** : tout sinistre autre que le sinistre total défini ci-dessus, est partiel.

- **Valeur de remplacement à neuf** : la valeur de remplacement à neuf d'un matériel est le prix d'achat catalogue de ce matériel (ou s'il n'est plus fabriqué, le prix d'achat à l'état neuf d'un matériel de capacité ou de rendement identique), majoré des frais d'emballage, de transport, de montage, d'essais et s'il y a lieu, de douane et taxes non récupérables.

- **Valeur de remplacement vétusté déduite** : valeur de remplacement à neuf diminué du montant de la vétusté (ou dépréciation) à dire d'expert.

- **Frais de réparation** : frais engagés pour la remise en état du matériel sinistré, comprenant :

- ↳ le coût des pièces de remplacement et fournitures,
- ↳ les frais de transport,
- ↳ les frais de main-d'œuvre,
- ↳ les droits de douane et les taxes non récupérables,
- ↳ le coût des réparations provisoires, avec accord de l'Assureur et sous réserve que le coût total des réparations n'en soit pas aggravé,
- ↳ les frais de nettoyage, révision, réglage ou mise au point, rendus nécessaires par le sinistre garanti,
- ↳ les frais de déblaiement et de retraitement.

- **Valeur de sauvetage** : valeur au jour du sinistre des matériels et des pièces encore utilisables sans intervention ni réparation quelconque.

CHAPITRE 4 : LA GARANTIE DÉFENSE ET RECOURS

La garantie a pour objet la prise en charge des recours effectués à l'amiable ou devant toute juridiction compétente, par l'Assureur pour le compte de l'Assuré dans les cas où, un élément du patrimoine ayant subi un dommage garanti, la mise en cause du tiers responsable doit permettre à l'Assuré d'obtenir la réparation de son préjudice.

La garantie s'exerce même pour les sinistres d'un montant inférieur à la franchise.

CHAPITRE 5 : LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DOM-TOM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

Les garanties sont acquises dès la date d'effet prévue aux Conditions Particulières du contrat.

Le contrat a pour objet de garantir l'Assuré pour les dommages pouvant atteindre l'ensemble de ses biens immobiliers ou mobiliers, matériels et équipements, marchandises, ouvrages d'art et de génie civil, et pour lequel il est, soit :

- propriétaire
- locataire
- occupant et/ou exploitant à quelque titre que ce soit
- ayant la charge de l'assurance, notamment les biens des résidents de l'EHPAD, du foyer logement...

situés aux adresses indiquées sur l'état des immobilisations-bâtiments (annexe 1), y compris à leurs abords immédiats ou dans les cours et dépendances.

Les garanties sont accordées à concurrence des montants indiqués au tableau des montants de garantie ci-dessous.

En conséquence l'Assureur renonce à appliquer les articles L.121-5 et L.113-9 du Code des Assurances, avec dérogation aux règles proportionnelles de capitaux et de primes.

L'indemnisation versée par l'Assureur intègre toutes les sommes éventuellement dues aux sociétés de crédit-bail propriétaires d'équipements, de matériels, d'approvisionnements et de biens immobiliers, à la suite d'un sinistre y compris les indemnités de résiliation.

L'indemnisation des dommages s'effectuera TVA comprise, à l'exception des biens bénéficiant de remboursement de TVA par application du Code Général des Impôts ou bénéficiant d'une exonération de taxes.

Les dispositions et les limites de garanties ou les exclusions figurant aux Conditions Générales sont abrogées lorsqu'elles sont contraires aux présentes conditions particulières.

CHAPITRE 2 : LES DÉCLARATIONS / LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

L'Assuré déclare :

- Exercer toutes les activités liées directement à son statut de collectivité territoriale.
- Que les bâtiments assurés sont généralement construits et couverts en matériaux durs pour plus de 90% ; cependant, certains d'entre eux peuvent comporter des matériaux légers ou semi-légers.
- Que ces bâtiments ne présentent pas de contiguïtés ou proximités avec des risques aggravants.

2.1 – État du patrimoine immobilier

L'état du patrimoine immobilier, en propriété ou loué par l'Assuré, est joint au présent cahier des charges (annexe 1).

L'ensemble des biens immobiliers dont l'Assuré est propriétaire, locataire ou occupant à quelque titre que ce soit, représente

une surface développée totale de 3 915 m²

(hors kiosques, monuments de toutes natures, ouvrages d'art ou de génie civil, réseaux de distribution d'eau et d'assainissement, mobiliers urbains **qui devront cependant bénéficier de toutes les garanties du contrat**).

La surface développée indiquée est un élément contractuel, une tolérance de 10% par bâtiment étant considérée comme admise par l'Assureur.

[Surface développée (Définition Fédération Française des Sociétés d'Assurances) : "On entend par superficie développée d'un immeuble, la surface totale additionnée des rez-de-chaussée et de chacun des niveaux, évalué à partir de l'extérieur des murs de façades. Les balcons, les loggias, les terrasses, les combles, greniers, buanderie, garages, caves, et sous-sol non aménagés en locaux d'habitation, bureaux ou ateliers ne sont pris en compte que pour 50% de leur surface. »

La régularisation de cotisation s'effectuera à chaque date d'échéance principale du contrat, proportionnellement à la variation de la surface développée totale du patrimoine immobilier de l'Assuré.

2. 2 – Engagement de l'Assureur

Renonciation à recours : Lorsque les baux signés par l'assuré comportent des renonciations à recours de l'assuré propriétaire contre le locataire ou occupant, l'Assureur renonce à tous recours qu'il serait en droit d'exercer au moment du sinistre, contre les personnes physiques ou morales de Droit Public ou de Droit Privé, locataires ou occupants des bâtiments de l'Assuré, à quelque titre que ce soit et dont la responsabilité se trouverait engagée dans la réalisation des dommages matériels, de frais ou de pertes garantis.

Par extension, la garantie de l'Assureur est étendue aux responsabilités encourues par les occupants à l'égard des voisins et des tiers en application des articles 1240 et 1244 du Code Civil.

Dans l'hypothèse où l'occupant, auteur ou responsable du sinistre serait lui-même assuré au titre des risques locatifs, l'Assureur de l'Assuré conservera la possibilité d'exercer un recours à son encontre et contre son Assureur, dans les limites du contrat souscrit.

Sont exclus :

↳ **les locaux occupés à titre permanent et dont l'exploitation relève d'une activité professionnelle (industrielle, artisanale, commerciale, médicale, paramédicale, libérale, agricole) relevant d'une inscription au registre du commerce, du registre des métiers, de la mutualité agricole ou de toutes organisations professionnelles, réglementées ou non réglementées.**

2.3 – Déclaration de l'Assuré

Les déclarations mises à la charge de l'Assuré au terme de l'article L 113-2 du Code des Assurances sont reconnues comme étant exactes et suffisantes par l'Assureur, qui déclare avoir vérifié les risques à assurer ou ayant eu la faculté de les faire visiter et reconnaître, et renonce dès à présent et pour l'avenir, à l'application d'une déchéance ou pénalité, même partielle, en cas d'omission ou d'inexactitude de déclaration.

En contrepartie, l'Assuré s'engage à déclarer toutes modifications importantes concernant la nature de l'activité et/ou les moyens de prévention et de protection intervenant en cours de contrat et à permettre à l'assureur d'effectuer à tout moment une vérification des risques assurés.

CHAPITRE 3 : LES MONTANTS GARANTIS / LES FRANCHISES

3.1 – LES MONTANTS GARANTIS

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITÉ PAR SINISTRE (non indexée)	16.000.000 €
INCENDIE EXPLOSIONS ET RISQUES ANNEXES	
- Dommages immobiliers	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages sur contenu	A concurrence du montant des dommages
- Dommages sur biens temporairement en dehors du lieu de l'assurance	50.000 €
- Dommages sur œuvres d'art et objets de valeur	50.000 €
- Dommages sur biens extérieurs	50.000 €
- Reconstitution des archives (délai de reconstitution : 5 ans)	150.000 €
DOMMAGES ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES	
- Appareils électriques et électroniques	150 000 €
ÉVÈNEMENTS NATURELS (TEMPÊTE, NEIGE, GRÊLE)	
- Dommages immobiliers	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages sur contenu	A concurrence du montant des dommages
- Dommages sur biens temporairement en dehors du lieu de l'assurance	50.000 €
- Dommages sur œuvres d'art et objets de valeur	50.000 €
- Dommages sur biens extérieurs	50.000 €
- Eaux de ruissellement, inondations hors catastrophes naturelles	100 000 €
- Reconstitution des archives (délai de reconstitution : 5 ans)	150.000 €
CATASTROPHES NATURELLES	
- Dommages immobiliers	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages sur contenu	A concurrence du montant des dommages
- Dommages sur biens temporairement en dehors du lieu de l'assurance	50.000 €
- Dommages sur œuvres d'art et objets de valeur	50.000 €
- Dommages sur biens extérieurs	50.000 €
- Reconstitution des archives (délai de reconstitution : 5 ans)	150.000 €

DÉGÂTS DES EAUX	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages immobiliers	
- Dommages sur contenu	150.000 €
- Dommages sur biens temporairement en dehors du lieu de l'assurance	50.000 €
- Dommages sur œuvres d'art et objets de valeur	50.000 €
- Reconstitution des archives (délai de reconstitution : 5 ans)	150.000 €
- Dommages causés par fluides autres que l'eau	30.000 €
- Débordements et refoulements d'égouts	50.000 €
- Gel des conduites	50.000 €
- Frais de recherche de fuites	7.500 €
BRIS DE GLACES ET BRIS DE VITRAUX	A concurrence du montant des dommages
- Bris de glaces	
- Bris de vitraux	50 000 €
VOL VANDALISME À L'INTÉRIEUR DES LOCAUX	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages immobiliers	
- Dommages sur contenu	100.000 €
- Dommages sur biens temporairement en dehors du lieu de l'assurance	30.000 €
- Dommages sur œuvres d'art et objets de valeur	30.000 €
- Reconstitution des archives (délai de reconstitution : 5 ans)	150.000 €
- Remplacement des serrures Vol de passe	7.500 €
- Fonds et valeurs	
En coffre	5.000 €
En caisse et/ou en meubles fermés à clé	5.000 €
Transports de fonds	5.000 €
VANDALISME EXTÉRIEUR (dont choc de VTM non identifié)	50 000 €
ÉMEUTES – MOUVEMENTS POPULAIRES	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages immobiliers	
- Dommages sur contenu	100.000 €
ATTENTATS - TERRORISME	Valeur de reconstruction à neuf
- Dommages immobiliers	
- Dommages sur contenu	100.000 €

FRAIS ANNEXES	
- Pertes de loyers, perte d'usage	Frais réels justifiés 2 ans de loyers
- Frais de déménagement, relogement, de réinstallation	Frais réels justifiés (maxi 2 ans)
- Frais de démolition et de déblais	Frais réels justifiés
- Frais de dépollution, décontamination y compris désamiantage	500.000 €
- Frais de mise en conformité des lieux avec la législation	Frais réels justifiés Maxi 10 % de l'indemnité totale
- Remboursement de la cotisation dommages ouvrage	Montant de la cotisation payée.
- Honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, du coordonnateur santé sécurité	Frais réels justifiés Maxi 10 % de l'indemnité totale
- Pertes financières sur aménagements	Frais réels justifiés Maxi 10 % de l'indemnité totale
- Frais de gardiennage et de clôture provisoire	Frais réels justifiés (maxi 2 ans)
- Honoraires d'experts d'assurés	Selon barème ci-dessus
- Pertes indirectes	Maxi 10 % de l'indemnité totale sur justificatifs
FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION	
- Montant garanti	150.000 €
- Période d'indemnisation	Maxi 24 mois
RESPONSABILITÉS	
- Responsabilité civile à l'égard des voisins et des tiers	5 000 000 €
- Responsabilité civile du locataire à l'égard du propriétaire	À hauteur de la LCI
- Responsabilité civile du propriétaire à l'égard du locataire	À hauteur de la LCI
MULTIRISQUE INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE	
- Matériels et logiciels	50.000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation	15.000 €
- Frais de reconstitution des médias	15.000 €
- Frais et honoraires d'expert	Frais réels justifiés Maxi 10% de l'indemnité totale
BRIS DE MACHINES	
- Montant garanti	50.000 €
- Frais et honoraires d'expert	Frais réels justifiés Maxi 10% de l'indemnité totale
DÉFENSE RECOURS	
- Frais et honoraires	50.000 €

AUTRES LIMITATIONS DE GARANTIE	
- Ouvrages d'art et de génie civil	1 500.000 €
- Assurance pour le compte de qui il appartiendra	50.000 €
- Contenu des congélateurs	5.000 €
- Effondrement	1 000 000 €
- Périls non dénommés	30 000 €
- Automaticité des garanties	1 000 000 €
- Structures légères (tentes, podiums, chapiteaux...)	50.000 €

3.2 – LES FRANCHISES :

Il est expressément convenu que la franchise s'appliquera par événement, quel que soit le nombre de bâtiments ou biens mobiliers sinistrés.

L'Assureur fera apparaître dans sa proposition les tarifications selon les différentes franchises suivantes :

FRANCHISE GÉNÉRALE	SOLUTION DE BASE	VARIANTE IMPOSÉE
	1 500 €	3 000 €
FRANCHISES SPECIFIQUES		
- CATASTROPHES NATURELLES	FRANCHISE LÉGALE	
- ACTES DE VANDALISME SUR BIENS À L'EXTÉRIEUR DES LOCAUX	3 000 €	
- BRIS DE MACHINES ET/OU MATÉRIELS	2 000 €	
- TOUS RISQUES INFORMATIQUES ET/OU BUREAUTIQUES	2 000 €	
- CONTENU DES CONGÉLATEURS	2 000 €	
- EFFONDREMENT	10 000 €	
- PÉRILS NON DÉNOMMÉS	10 000 €	
- OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL	7 500 €	
- FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION PERTES DE RECETTES	3 JOURS OUVRÉS	

CHAPITRE 4 : LES DISPOSITIONS DIVERSES

4.1 – ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA : Les garanties du présent contrat s'appliquent pour le compte de qui il appartiendra, dans leurs limites et conditions, et à hauteur du montant indiqué au tableau des montants de garantie, aux biens de toutes natures :

- confiés ou loués et placés sous la garde de l'Assuré pour son usage exclusif
- pour le compte de tiers.

Toutefois, il est entendu que la présente clause ne s'applique qu'à défaut d'assurance souscrite par les propriétaires des biens sinistrés ou en complément en cas d'une insuffisance de garantie.

Sont exclus : les biens rassemblés dans une exposition ou dans un musée.

4.2 – BIENS CLASSÉS : Les biens immobiliers et/ou mobiliers qui sont classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques, sont garantis dans les limites du présent contrat, en valeur de reconstruction ou de remplacement à l'identique.

Concernant les biens immobiliers, sont pris en considération les préconisations de l'architecte des bâtiments de France et les prescriptions de l'architecte maître d'œuvre mandaté pour l'opération de restauration. Tous frais et études supplémentaires que ces derniers jugent nécessaires seront automatiquement garantis.

4.3 – MOBILIER URBAIN - BIENS EXTÉRIEURS : Les garanties incendie et événements assimilés, tempête – neige – grêle, catastrophes naturelles, attentats, bris des glaces, dommages électriques, sont acquises à concurrence des dommages pour l'ensemble des biens de toutes natures situés hors des bâtiments municipaux ou de leur enceinte [mobiliers de toutes natures, abris, équipements, aménagements, structures légères (tentes, barnums, chapiteaux), clôtures et/ou murs d'enceinte, pontons d'amarrage].

Par dérogation à toutes dispositions contraires, sont garantis en tous lieux (y compris sur les voies ou enceintes publiques) les actes de vandalisme (y compris les chocs de véhicules terrestres à moteur non identifiés) en l'absence de tiers identifiés et sous réserve d'un dépôt de plainte par l'Assuré, à concurrence de **50 000 € par sinistre, c'est à dire les dommages consécutifs au vol et/ou à la destruction totale ou partielle de tous biens immobiliers, mobiliers, ouvrages d'art ou de génie civil, voirie et réseaux divers, abris, équipements, matériels, aménagements, caméras de surveillance, structures légères (tentes, barnums, tivolis, chapiteaux), podiums, scènes, clôtures et/ou murs d'enceinte, pontons d'amarrage.**

4.4 – CONTENU DES CONGÉLATEURS : Sont garantis à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie, les dommages subis par le contenu des congélateurs ou des chambres froides (négatives ou positives) utilisées ou mis à disposition par l'Assuré, par suite d'un changement de température résultant du non-fonctionnement ou du fonctionnement anormal des congélateurs et/ou chambres froides.

4.5 – EFFONDREMENT : Sont garantis à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie, les dommages matériels subis par les bâtiments assurés à la suite d'un effondrement ou d'une menace d'effondrement, résultant d'un événement accidentel et intervenant après la période de la garantie décennale.

4.6 – PÉRILS NON DÉNOMMÉS : Sont garantis à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie, les dommages matériels subis par les bâtiments assurés résultant d'un événement accidentel, soudain et imprévu et ne relevant pas d'un sinistre susceptible d'être pris en charge au titre des garanties définies par ailleurs. La garantie ne peut en aucun cas avoir pour objet de racheter les exclusions ou les franchises des garanties souscrites, ni d'assurer des dommages objet de garanties non souscrites.

4.7 – AUTOMATICITÉ DES GARANTIES ; BÂTIMENTS OMIS A LA SOUSCRIPTION OU EN COURS DE MARCHÉ : Sont garantis à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie les bâtiments ou locaux appartenant, loués ou occupés par l'Assuré, qui auraient été omis non intentionnellement à la souscription du contrat. L'Assureur présente alors un appel de cotisation au prorata de la durée pour laquelle la garantie aurait dû être souscrite. L'Assuré s'engage à régulariser la part de cotisation non appelée.

Les bâtiments dont l'Assuré devient propriétaire, locataire ou occupant en cours de contrat bénéficient des garanties du contrat à concurrence du montant indiqué au tableau des montants de garantie.

L'Assureur présente alors un appel de cotisation au prorata de la durée pour laquelle la garantie aurait dû être souscrite. L'Assuré s'engage à régulariser la part de cotisation non appelée.

Par ailleurs, sachant que l'Assuré déclare pratiquer toutes activités liées directement à son statut, il est dispensé en cours de contrat, de déclarer tout changement dans l'affectation et/ou la destination des bâtiments, à l'exception des bâtiments à usage commercial, industriel ou agricole.

4.8 – BÂTIMENTS EN RUINE ET OU VOUÉS À LA DÉMOLITION : Les bâtiments en ruine et ou voués à la démolition, sont assurés exclusivement pour les garanties : responsabilité civile en qualité de propriétaire d'immeuble et recours des voisins et des tiers sous réserve de figurer sur la liste des bâtiments.

4.9– BIENS DES RÉSIDENTS : Les garanties sont acquises à concurrence de 15 000 € pour les biens mobiliers personnels des résidents

CHAPITRE 5 : LES ANTÉCÉDENTS

5.1 – MOTIF DU RENOUVELLEMENT

Fin de période.

5.2 – ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

Contrat en cours selon dispositions ci-après :

ASSUREUR(S)	FRANCHISE GÉNÉRALE
MAIF	500 €

- Le relevé des sinistres est joint en annexe

ANNEXES

ANNEXE 1 – ÉTAT DES BIENS IMMOBILIERS

ANNEXE 2 – RELEVÉ(S) STATISTIQUE(S) DES SINISTRES
